

# Inch'Allah l'ÉGALITÉ!

collectif **féministes** pour  
**l'égalité**

Le Collectif « Féministes pour l'Égalité » est né de la pétition "Un voile sur les discriminations" parue dans *Le Monde* du 9 décembre 2003. Un groupe de féministes signataires de cette pétition, en s'enrichissant de leurs diversités culturelles, ont créé un noyau dur autour duquel une dynamique s'est constituée dans la continuité du mouvement des luttes féministes en France et à travers le monde. Pour le premier bureau ont été élus Christine Delphy et Zahra Ali, respectivement présidente et vice-présidente de l'association. Aujourd'hui ce sont Cecilia Baeza et Ismahane Chouder qui assument ces fonctions.

Notre charte, adoptée en assemblée générale le 4 avril 2004, stipule que le collectif a pour objet de :

1. Lutter contre les discriminations que subissent les femmes et pour l'égalité des droits.
2. Refuser l'idée d'un modèle unique de la libération et de l'émancipation des femmes.
3. Respecter le libre choix des femmes en mettant notamment sur le même plan le droit de porter le foulard autant que le droit de ne pas le porter.
4. Lutter contre les lois d'exclusion qui stigmatisent les femmes et les traitent en citoyennes de seconde zone, en indésirables ou en caste inférieure du fait de leur appartenance sociale, culturelle, religieuse ou politique.
5. Lutter contre les lois et interpréta-

tions restrictives des libertés. Construire un discours alternatif et interroger à la lumière des luttes des femmes les concepts fondateurs de nos sociétés.

6. Lutter contre les instrumentalisation politiques et médiatiques de la cause des femmes.

7. Approfondir le travail de réflexion et d'analyse, dans tous les domaines, des mécanismes de discrimination pour construire des outils de lutte efficaces.

8. Organiser une véritable action d'éducation populaire pour et avec les femmes.

9. Lutter pour l'émancipation des femmes en respectant leurs choix (politiques, sociaux, religieux, sexuels...) et en dénonçant l'exercice de toute force, politique, religieuse, intellectuelle ou sexiste qui leur dénie ce droit.

10. Faciliter la prise de parole par les femmes dans les débats et la vie publique, et permettre le partage des idées et des expériences entre elles en créant des liens avec les acteurs et actrices de dynamiques locales.

11. Affirmer et construire des réflexions communes et des pratiques d'échange et de solidarité avec les femmes au niveau international.

12. Favoriser la transversalité politique, sociale, régionale et générationnelle des personnes et des idées.

MARS 2006, ANNÉE 2, N° 3

## DANS CE NUMÉRO :

Présentation du Collectif des Féministes pour l'Égalité	1
ENSEMBLE LE 8 MARS 2006, POUR TOUTES LES FEMMES : Égalité devant le travail !!	2
Congrès de Barcelone <i>par Marie-Laure Bousquet</i>	3
Banlieues: une humiliation démultipliée <i>par Ismahane Chouder</i>	4

## Retrouver l'esprit du 8 mars

L'histoire du 8 mars est intimement liée à l'histoire du travail des femmes. Preuve en est que le mythe fondateur de cette journée internationale est une grève de travailleuses: des ouvrières de l'habillement de New York, qui, un 8 mars 1857, manifestèrent pour la suppression des mauvaises conditions de travail, la journée de 10 heures et la reconnaissance de l'égalité du travail des femmes.

Aujourd'hui encore, le travail est l'instrument de ségrégation comme d'émancipation par excellence. L'accès à l'emploi et la qualité même du travail proposé (salaire, droits, précarité) sont la clef ou le verrou de tout ce qui définit l'intégration sociale: le droit au logement, l'indépendance financière, l'épanouissement personnel, la socialisation et la reconnaissance morale des autres.

Qu'on le regrette ou non, il n'y pas d'émancipation sans droit au travail et droit du travail. C'est pourquoi ces derniers sont si importants dans la longue marche vers l'égalité entre les hommes et les femmes.

Ce mercredi 8 mars, notre collectif pluriel de femmes de tous horizons culturels, religieux et sociaux sera dans la rue pour réclamer ces droits inaliénables pour TOUTES les femmes de ce pays!

Parce que ces luttes se renforcent et se complètent, nous défilerons à nouveau le samedi 11 mars contre les expulsions des sans-papier-e-s et pour le droit au logement pour toutes et tous!

*Inch'Allah l'égalité...!*

Pour plus d'infos et pour connaître toutes nos activités et notre agenda, visitez notre site web:  
<http://www.cfpe2004.org>



## ENSEMBLE LE 8 MARS 2006, POUR TOUTES LES FEMMES : EGALITÉ DEVANT LE TRAVAIL !!

### PRÉCARITÉ : LES FEMMES D'ABORD

Depuis plusieurs mois, le gouvernement s'attelle à institutionnaliser la précarité au travail : le CNE (Contrat Nouvelle Embauche) et maintenant le CPE (Contrat Première Embauche) en sont les principaux instruments. **Sous prétexte de lutte contre le chômage, nos experts ont donc inventé le contrat-kleenex pour des salarié-e-s jetables.**

Les femmes sont les premières concernées par la précarisation de l'emploi. Comme le décrit la sociologue Helena Hirata, les femmes sont "plus précaires, plus chômeuses, plus vulnérables, moins payées". **En 2003, parmi les 4 millions d'actifs à temps partiel, 82 % étaient des femmes. Le temps partiel représente 29,8 % des emplois occupés par des femmes.** Pour les hommes, ces proportions sont respectivement de 18 % et 5,4 %. **Le plus souvent subi, le temps partiel est le moyen imposé aux salarié-e-s par le gouvernement pour aider les entreprises à accroître la flexibilité et baisser leurs coûts.**

A cette instabilité, qui affecte tous les aspects de la vie (comment faire un projet quand on ne sait pas si on aura encore un salaire dans 6 mois ?), s'ajoute la discrimination à l'embauche. « Trop de congés (maternités éventuelles), pas assez aptes pour un poste à responsabilités, trop ou pas assez 'jolie' pour avoir la tête de l'emploi » : les prétextes ne manquent pas aux employeurs pour laisser les femmes sur le carreau. **Il est interdit à un employeur de prendre en considération l'état de grossesse d'une femme pour refuser de l'embaucher ou pour la licencier. Et pourtant ! Comme le montrent les premières plaintes aux prud'hommes déposées par des ex-employées en CNE, des femmes enceintes ont perdu leur emploi après avoir officialisé leur grossesse auprès de leurs employeurs...**

### DISCRIMINATIONS RACISTES ET ISLAMOPHOBES

**La plus grande réussite scolaire des jeunes femmes issues de l'immigration post-coloniale par rapport aux garçons de même milieu entretient le mythe d'un meilleur parcours professionnel. Pourtant les statistiques démontrent le contraire :** leur taux d'emploi est moins élevé (à titre d'exemple : 65,8 % pour les jeunes filles originaires du Maghreb, contre 73,1 % pour leurs homologues masculins ; 79,5 % contre 87,1 % pour les jeunes d'origine française) ; leur taux de chômage est plus important (23,8 % des jeunes filles originaires du Maghreb, contre 19,1 % de leurs homologues masculins ; 11 %

contre 7,4 % pour les jeunes d'origine française). **Leur taux de chômage est le double de celui des autres femmes. Elles ont également deux fois moins de chances que les hommes d'accéder aux professions d'encadrement et intellectuelles supérieures.**

**Légitimés par la loi du 15 mars 2004 interdisant les signes religieux à l'école, les employeurs surfent par ailleurs sur la vague anti-voile pour refuser aux musulmanes portant un foulard l'accès à l'indépendance économique.**

**Quelles que soient leurs compétences, expériences, diplômes : « ces femmes-là » sont les parias d'un marché du travail où les entreprises viennent de se découvrir une passion pour la « laïcité à la française »...** Pourtant, le voile ne dérange personne lorsqu'il s'agit de distribuer les emplois subalternes et les moins rémunérés... F. habite à Tourcoing et raconte ainsi son histoire :

*J'ai travaillé dans une petite entreprise pendant près de 20 ans en tant que comptable. Embauchée au début des années 1980, je n'ai jamais rencontré de problème sur mon lieu de travail. Alors que j'avais choisi de porter le voile à la fin des années 1990, mon employeur m'a envoyé un courrier fin 2003 pour me signifier que j'avais « 8 jours pour retirer mon foulard et me fondre dans le personnel ». Me fondre dans le personnel ? Mais cela n'avait pas de sens !! Cela faisait vingt ans que je travaillais avec mes collègues, sans conflit, qu'avais-je d'autre à faire ? Parce que j'ai refusé ce chantage, à plus de 50 ans, j'ai été licenciée. Je suis toute seule – je n'ai ni parents, ni mari, ni enfants... Comment puis-je m'en sortir ? Le foulard a été une excuse pour virer une femme de 50 ans.*

F. est aujourd'hui devant les Prud'hommes où elle a porté plainte contre son employeur. Mais rien ne garantit son recours car aucune institution ne défend son bon droit. Bien que l'article L.122-45 du Code du Travail interdit d'écarter du recrutement ou de licencier quelqu'un en raison de « l'origine, du sexe, des mœurs, de l'orientation sexuelle, de l'âge, de la situation de famille, des caractéristiques génétiques, de l'appartenance ou de la non-appartenance vraie ou supposée à une ethnie, une nation ou une « race », des opinions politiques, des

activités syndicales ou mutualistes, des convictions religieuses, de l'apparence physique, du patronyme, de l'état de santé ou d'un handicap », la HALDE (Haute Autorité de Lutte contre les Discriminations et l'Égalité) ne semble pas très concernée par les discriminations islamophobes à l'encontre des femmes voilées... Pire ! Au moment de la constitution de cette institution, **seule Alima Boumédiène-Thiery a accepté de recevoir une délégation composée en partie de femmes portant un foulard... les autres sénateurs ayant boycotté l'audition !**

**La loi de 2004 sur les signes religieux et son extension prévisible à d'autres espaces que l'école publique renvoie chaque jour un peu plus dans la sphère privée des femmes au prétexte qu'elles portent un foulard. Celles à qui l'on nie l'indépendance économique cherchent souvent la socialisation dans les espaces qui leur restent : ceux du bénévolat... encore que : certaines associations caritatives ont récemment inscrit dans leur règlement intérieur l'interdiction du port du foulard !** Curieuse rélegation si l'on prenait au sérieux l'idée selon laquelle la loi de 2004 avait pour fondement le « principe républicain d'égalité entre les sexes »... !

**IL S'AGIT LÀ D'UNE NOUVELLE REMISE EN QUESTION DE L'UN DES PRINCIPAUX LEVIERS DE L'ÉMANCIPATION DES FEMMES.**



**NOUS, FEMMES DU COLLECTIF DES FÉMINISTES POUR L'ÉGALITÉ, VOILÉES, NON VOILÉES, CROYANTES, ATHÉES ET AGNOSTIQUES, FRANÇAISES ET ÉTRANGÈRES, REFUSONS QUE DES FEMMES SOIENT EXCLUES DU MARCHÉ DU TRAVAIL ET CANTONNÉES AU FOYER, AU PRÉTEXTE D'UN FOULARD !**

Voir :

Femmes d'origine étrangère Travail, accès à l'emploi, discriminations de genre, Edition « La Documentation Française », Paris, 2004, 176 p.

## « Féminisme musulman » au congrès de Barcelone: Une rencontre enthousiasmante

par Marie-Laure BOUSQUET

Nous venions de loin les unes et les autres, les unes par rapport aux autres pour se rejoindre à Barcelone. Géographiques, politiques, historiques, culturelles et sociales étaient les distances de cette planète de femmes musulmanes invitées à prendre la parole dans le premier "Congrès International de Féminisme Islamique" organisé par la Junta Islamica Catalana. Titre accrocheur, impossible à penser pour certains (et certaines...), porteur d'un rêve à réaliser pour d'autres, en tout cas cet événement/aimant attira pendant trois jours entre trois cent et quatre cent personnes autour d'une douzaine d'intervenantes (j'inclue dans ce féminin deux intervenants...), entre le 25 et 27 Octobre 2005 dans un grand hôtel de la capitale catalane. Une salle de prière y avait été aménagée au rez-de-chaussée pour l'occasion et les repas étaient servis selon le rythme du ramadan pour celles et ceux qui jeûnaient.



Asma Barlas et Amina Wadud

Pour qualifier ce moment exceptionnel selon moi, je reprendrais volontiers les mots de Nathalie Dollé qui parle, en introduction à son compte rendu de cette rencontre, de "bouffée d'oxygène", de "plaisir", "d'intelligence collective". Un vent de liberté soufflait, en effet sur ces journées d'échanges qualitatifs et novateurs : liberté de pensée, de parole et d'action pour re-imaginer, re-nommer, réagir la réalité en tant que femmes de l'islam. Un vent de sérénité aussi, de confiance en soi et de disponibilité, comme une caresse qui ouvre le cœur et apaise l'esprit. Un vent de résistance enfin, et de courage, vu l'ampleur de la tâche, les risques encourus et les critiques violentes lorsqu'il s'agit d'oser. Oser, d'une part, remettre en cause les fondements des monopoles patriarcaux musulmans sur la parole divine et, d'autre part, faire entendre que les accents, les couleurs de ce "gender jihad" s'inscrivent dans les luttes des féminismes d'hier et font bouger ceux d'aujourd'hui.

Pour moi, ce fut aussi et surtout le vent de l'évidence, celui d'un formidable sentiment que nous étions dans celui de l'histoire. Cette filiation d'évidence me rappelle celle des années 70, lorsque après des années de silence, de détresse et de solitude, nous fûmes tout d'un coup ensemble si nombreuses dans les rues à nous reconnaître pour dire c'est possible et faire que ça le soit. Filiation également avec celles qui les premières, il y a plus de 20 ans de cela, firent irruption dans les chasses gardées des théologies chrétiennes et des études juives de la Thora. A notre tour, nous mettions en commun nos efforts respectifs pour déplacer les montagnes du patriarcat céleste pour mettre au monde un féminisme considéré, il y a encore seulement 10 ans, comme un tabou impossible à lever.

Les artisanes de cette naissance présentes à Barcelone, soutenues par ceux qui, dans la planète musulmane masculine, ont en ont compris l'enjeu, venaient des U.S.A., de Malaisie, d'Iran, d'Angleterre, de France, du Mali, du Canada et d'Espagne. En me remémorant les visages, les paroles entendues, l'accueil et l'intérêt du public, l'ambiance d'écoute réciproque et les échanges plus personnels, je ressens avec d'autant plus d'acuité le contraste entre ces instants vécus dans un esprit de tranquille insubordination et les affrontements médiatisés d'aujourd'hui.

J'entends Amina Wadud, celle par qui le scandale arriva, celui de diriger une prière collective d'hommes et de femmes à New York en mars dernier, affirmer de sa voix douce qu'elle était une "pro-faith" féministe que rien ne fera reculer dans son engagement face à l'injustice faite aux femmes au nom de l'islam et surtout pas les accusations portées contre elle par les courants conservateurs musulmans qui l'ont traitée "de féministe et d'occidentale" pour dénigrer son ouvrage "Qur'an and Woman, rereading the sacred text from a woman's perspective" dont je recommande fortement la lecture. J'entends Asma Barlas qui, d'une voix tout aussi douce, nous présente un résumé de son travail majeur d'herméneutique coranique anti-patriarcale dont je rappelle le titre « Believing women in islam, unreading patriarchal interpretations of the Coran »; j'entends encore Asra Nomani nous raconter son impressionnant com-

bat, malgré les menaces y compris de mort, pour que les femmes musulmanes aient accès à des mosquées mixtes à tous les niveaux, depuis la prière collective jusqu'aux instances de direction et à l'imamat. Elle retrace cela dans un livre magnifique intitulé "Standing alone in Mecca, an american woman's struggle for the soul of islam" où elle donne à la fin les dix points de la "charte des droits des femmes dans les mosquées et dans la chambre à coucher" qu'elles ont mis au point. J'entends celles de Sisters in Islam et celles de Baobab nous faire part de leurs actions sur le terrain pour sauver les femmes d'une sharia de la terre, ou encore Valentine Moghadam nous dresser le tableau des luttes des femmes iraniennes....Je peux peut-être ajouter que je m'entends présenter mon travail coranique sur Marie comme figure de prophétie....

Qu'il s'agisse d'herméneutique de libération, d'imamat et de pouvoir religieux féminin ou de luttes sociales pour les droits humains des femmes, nous n'étions à aucun moment dans une logique de "vindictive ou de revanche" comme le dit encore Nathalie Dollé. Nous n'étions pas là pour prouver que nous avions raison contre d'autres, mais pour témoigner de ce que nous faisons et ce faisant que nous étions en train de "changer l'histoire".

Nos voix, minoritaires certes mais ô combien dérangeantes, firent entendre une autre parole, démocratique et créatrice, qui faisait éclater, au double sens du mot éclat de brisure et de brillance, l'enfermement dans une seule vérité totalitaire des lumières de nos vies. La rencontre de Barcelone, c'était cela pour moi : une gerbe de nos éclats de voix, comme des étincelles disséminées qui se rassemblent, se re-connaissent et forment une belle flamme génératrice d'intelligence collective du cœur, flamme à la fois chaleureuse, courageuse, joyeuse et déterminée, qui se sent libre, c'est à dire responsable, dans les tourmentes du moment, de travailler à la réparation du monde.



## Populations des banlieues: une humiliation démultipliée

par Ismahane CHOUDER

### Le pouvoir de définir.

C'est une récurrence : parler d'une violence qui ne permet pas de dire du mal des banlieues et particulièrement des populations issues de l'immigration qui y vivent n'a aucun intérêt.

Or, s'il est une violence qui démontre plus que tout autre la manipulation et la récupération dont d'aucuns usent et abusent pour alimenter une certaine image d'un certain type de population c'est bien celle à mon sens dont il est fait usage pour élaborer la définition par essence et par excellence de ces banlieues et des populations qu'elles renferment. Victimes de descriptions misérabilistes, définies comme un groupe à problèmes et cause de problèmes.

Cette définition reprise et déclinée à tout

tarir lorsque les voyous (puisqu'il s'agit bel et bien de cela) incriminés sont bien « blancs ».

Le résultat étant la construction et l'entretien des sentiments de peur individuelle et collective : la réalité des difficultés socio-économiques dans ces quartiers populaires se conjugue désormais avec la perception d'une nouvelle menace. Les lectures alarmistes monopolisent le devant de la scène en place et lieu des analyses sociologiques : les luttes contre les discriminations et l'exclusion, le chômage, la précarité que vivent des populations déjà stigmatisées...sont dénaturées et relayées sous le seul angle d'une volonté de déstabilisation et de désordre. Vidées de leur sens, elles sont ramenées à une révolte et des incivilités qui s'en prennent à l'or-

religieuses d'événements et de faits divers, la confiscation et l'instrumentalisation de la parole et des revendications d'une population méprisée et ghettoisée - jusque dans la mort de deux enfants -, ont porté l'inacceptable à son comble. Face à ces dénis, qui peut reprocher aux jeunes habitants de ces quartiers d'avoir répondu par une révolte, qui peut juger de la démesure de leurs actes sans considérer la démesure de leur désespoir, qui peut les condamner sans dénoncer les mécanismes de rejet et d'exclusion dont ils sont l'objet au nom même d'une identité dévoyée ? La révolte des opprimés et des dominés prend rarement la forme que les dominants et les oppresseurs voudraient qu'elle prenne : c'est en cela justement qu'elle restitue la dignité ! Alors, aller dire à ces jeunes que les moyens d'expression qu'ils ont utilisés n'étaient pas appropriés, étaient violents, inexcusables c'est leur renvoyer en pleine figure un luxe qu'ils n'ont pas et n'ont jamais eu, celui de la réflexion et de l'analyse de leur souffrance et de leur douleur. Un camouflet supplémentaire !

Nous sommes tellement imprégnés d'une culture de l'apparence que beaucoup n'ont appréhendé les événements que par le prisme de l'image, le choc des images : incendies, violences, dégradations de bâtiments, affrontements avec la police, aucune possibilité d'empathie envers les « émeutiers » pas plus que de possibilité de s'identifier à leur cause. Une mystification institutionnalisée qui achève de dire que même la révolte contre l'injustice est une violence gratuite : formule absurde et vide de sens mais formule référent à l'endroit des banlieues.

Et pourtant, la violence, degré zéro de l'engagement politique, n'est que le moyen ultime, celui des désespérés et des exclus qui ne peuvent recourir au conflit ou au dialogue pour faire valoir le droit ou entendre leur souffrance.

va conditionne le regard porté sur cette population et ses jeunes ; non seulement il ne sert à rien d'aider ces populations et particulièrement ces jeunes puisque de toute façon cela ne fonctionne pas, qu'ils sont incapables de se plier aux normes du respect et du civisme et que par essence ils apparaissent comme des inadaptés et inadaptables parce qu'issus de cultures et de traditions étrangères. Perçus comme des jeunes différents, à l'identité trouble, inintégrables, asociaux, malfaiteurs, chômeurs patentés, profiteurs, antisémites, violeurs, voleurs et voleurs, dealers, caïds, islamistes, intégristes, terroristes potentiels, racaille, il n'y a eu de répit ces deux dernières décennies dans leur qualification.

Pas de répit non plus dans la convocation incontournable de l'élément religieux à l'endroit des filles de « cités » afin d'appuyer sur l'analyse de l'Islam comme symbole de la barbarie faite aux femmes : la fibre féministe si aisément activée et activable chez beaucoup lorsqu'il s'agit de la mise en cause des cultures musulmanes semble subitement se

dre public et à la cohésion nationale. La conséquence étant que le seul traitement requis apparaît comme étant celui du tout sécuritaire et du tout répressif. Rétablir l'ordre. Pacifier ces zones de non droit que sont devenues les banlieues. Ce qui infailliblement renvoie l'image d'êtres déshumanisés, insensibles, barbares à mater et à circonscrire dans des zones de relégation.

Cette assignation à identité crée les conditions d'un double décalage : des « jeunes » des quartiers populaires qui réclament des droits réels et aspirent à une réconciliation avec leur identité réelle ; une République formelle qui n'a plus les moyens de ses projets et utilisent l'alibi de la peur et entretient tous les amalgames pour éviter les analyses de fond sur les questions sociales-cruciales.

### Les conditions d'une révolte.

Les présentations spectaculaires politico-médiatiques et les lectures ethnico-



collectif **féministes** pour  
**l'égalité**

Vous pouvez nous contacter par e-mail:  
cfpe2004@yahoo.fr